

F. 89 — 1986

3 OCTOBRE 1989. — Arrêté ministériel relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical

Le Ministre de la Défense nationale,

Vu la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical, ainsi que des officiers de réserve de toutes les forces armées et du service médical, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 13 juillet 1976;

Vu l'arrêté royal du 3 octobre 1989 relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis de la commission consultative du personnel militaire des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des épreuves de recrutement

Article 1er. § 1er. Pour réussir les différentes épreuves d'admission, le candidat officier doit, à chacune des épreuves, avoir obtenu les points ci-après, exprimés en pour cent :

A. Pour le recrutement normal ou complémentaire :

- pour la première langue : 50
- pour chacune des autres épreuves : 40

B. Pour le recrutement spécial :

- pour la première langue : 50
- pour la deuxième langue : 40

— pour le degré de qualification du candidat dans sa spécialité : 50.

§ 2. Les coefficients d'importance des différentes épreuves du concours d'admission sont fixés comme suit :

A. Pour le recrutement normal ou complémentaire :

— pour l'ensemble des épreuves sur les première et deuxième langues nationales : 60

— pour les mathématiques : 40.

B. Pour le recrutement spécial :

— pour l'ensemble des épreuves sur les première et deuxième langues nationales : 40

— pour le degré de qualification du candidat dans sa spécialité : 60.

CHAPITRE II. — De la formation

Art. 2. Le programme de l'instruction militaire de base est déterminé par force dans un règlement arrêté par le Ministre de la Défense nationale.

Art. 3. Les cours de perfectionnement se donnent :

1° dans les différentes écoles d'armes pour les candidats de la force terrestre;

2° dans un centre de formation de la force aérienne pour les candidats de cette force;

3° à l'école d'application de la force navale pour les candidats de cette force;

4° à l'école royale du service médical pour les candidats du service médical.

Art. 4. L'épreuve professionnelle est soit écrite, soit orale, soit partiellement écrite et partiellement orale.

Elle est présentée devant un jury d'examen composé d'un officier supérieur, président et de trois officiers subalternes, membres.

Le jury est assisté du titulaire du cours sans voix délibérative.

Un officier, étranger au jury, remplit les fonctions de secrétaire.

Art. 5. A réussi le cycle de formation pour le recrutement normal ou pour le recrutement complémentaire, le candidat qui satisfait simultanément aux conditions suivantes :

1° avoir une note d'ensemble en aptitudes militaires d'au moins dix sur vingt;

2° être porteur du diplôme visé à l'article 12, alinéa 1er, 2° ou 15, alinéa 1er, 2° de l'arrêté royal du 3 octobre 1989 relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aérienne et navale et du service médical;

N. 89 — 1986

3 OKTOBER 1989. — Ministerieel besluit betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst

De Minister van Landsverdediging,

Gelet op de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en de medische dienst en der reserveofficieren van alle krijgsmachtdelen en van de medische dienst, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 13 juli 1976;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 oktober 1989 betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de commissie van advies voor het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wervingsexamens

Artikel 1. § 1. Om te slagen voor de verschillende toelatingsproeven moet de kandidaat-officier de hierna bepaalde punten, uitgedrukt in procenten, behaald hebben voor elk der proeven :

A. Voor de normale of de aanvullende werving :

- voor de eerste taal : 50
- voor elk van de andere proeven : 40

B. Voor de bijzondere werving :

- voor de eerste taal : 50
- voor de tweede taal : 40

— voor de kwalificatiegraad van de kandidaat in zijn specialiteit : 50.

§ 2. De belangrijkheidscoëfficiënten van de verschillende proeven van het vergelijkend toelatingsexamen worden als volgt bepaald :

A. Voor de normale of de aanvullende werving :

— voor het geheel van de proeven over de eerste en tweede landstaal : 60

— voor de wiskunde : 40.

B. Voor de bijzondere werving :

— voor het geheel van de examens over de eerste en tweede landstaal : 40

— voor de kwalificatiegraad van de kandidaat in zijn specialiteit : 60.

HOOFDSTUK II. — Opleiding

Art. 2. Het programma van de militaire basisopleiding wordt vastgesteld per krijgsmachtdeel in een reglement dat vastgelegd wordt door de Minister van Landsverdediging.

Art. 3. De cursussen voortgezette opleiding worden gegeven :

1° in de verschillende wapenscholen voor de kandidaten van de landmacht;

2° in een opleidingscentrum van de luchtmacht voor de kandidaten van dit krijgsmachtdeel;

3° in de applicatieschool van de zeemacht voor de kandidaten van dit krijgsmachtdeel;

4° in de koninklijke school van de medische dienst voor de kandidaten van de medische dienst.

Art. 4. Het vakexamen is schriftelijk of mondeling of deels schriftelijk en deels mondeling.

Het wordt afgelegd voor een examencommissie samengesteld uit een hoofdofficier, voorzitter en drie lagere officieren, leden.

De jury wordt bijgestaan door degene tot wiens leeropdracht de cursus behoort en is niet stemgerechtigd.

Een officier, van buiten de examencommissie, neemt de functie waar van secretaris.

Art. 5. Voor de opleidingscyclus met het oog op aanvullende werving is geslaagd de kandidaat die tegelijkertijd de volgende voorwaarden vervult :

1° een eindexamen voor militaire geschiktheid behalen van tenminste tien op twintig;

2° houder zijn van het diploma bedoeld in artikel 12, eerste lid, 2° of 15, eerste lid, 2° van het koninklijk besluit van 3 oktober 1989 betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst;

3^o avoir, dans chaque branche ou groupe de branches des cours de perfectionnement ou à l'école d'application de la force navale, une note d'au moins dix sur vingt.

A réussi le cycle de formation pour le recrutement spécial, le candidat qui satisfait aux conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 1^o et 3^o.

CHAPITRE III. — Du régime des études et des examens

Art. 6. Pour l'établissement de la note générale, la note d'ensemble des études et la note d'ensemble en aptitudes militaires sont affectées respectivement d'un coefficient d'importance trois et un.

CHAPITRE IV. — De la procédure d'ajournement

Art. 7. La demande d'ajournement est adressée au chef de l'état-major général par la voie hiérarchique. Elle est remise à l'autorité qui exerce à l'égard du candidat les attributions de commandant d'unité.

Art. 8. § 1^{er}. L'autorité qui exerce à l'égard du candidat les attributions de commandant d'unité ainsi que les supérieurs fonctionnels de cette autorité émettent un avis à propos de la demande d'ajournement.

§ 2. Le premier avis ainsi que tout avis différent de l'avis précédent doit être motivé. Les avis défavorables sont notifiés au candidat. Lors du premier avis défavorable ainsi que lors des avis défavorables suivants, si ceux-ci font état d'un nouvel élément, le candidat dispose, à partir du jour de la notification, de cinq jours ouvrables pour introduire des arguments complémentaires.

L'autorité qui a émis l'avis faisant l'objet d'une réclamation peut modifier ou compléter son avis. Dans ce cas elle notifie ce nouvel avis à l'intéressé sans que ce dernier puisse encore introduire de nouveaux arguments.

Art. 9. La demande d'ajournement fondée sur des raisons de santé ou de grossesse doit être accompagnée d'un certificat médical, émanant d'un médecin militaire ou agréé, attestant la réalité des raisons de santé ou de l'état de grossesse invoqués.

CHAPITRE V. — De l'avancement

Section 1^{ère}. — Dispositions applicables aux candidats du recrutement normal ou complémentaire

Art. 10. § 1^{er}. Le classement provisoire des candidats commissionnés au grade de sous-lieutenant ou à un grade équivalent est établi sur base des notes obtenues à l'instruction militaire de base, des notes générales de chaque année d'études précédant le commissionnement et de celles obtenues aux cours et à l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale.

Ces notes sont affectées respectivement d'un coefficient d'importance 1, 4 et 2.

§ 2. Le classement définitif des candidats nommés au grade de sous-lieutenant ou à un grade équivalent est établi sur base des notes obtenues à l'instruction militaire de base, des notes générales de chaque année d'études précédant la nomination, de celles obtenues aux cours et à l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale et de celles obtenues aux cours et à l'épreuve professionnelle visés aux articles 12, alinéa 1^{er}, 3^o et 14, alinéa 2 ou aux articles 15, alinéa 1^{er}, 3^o et 16 de l'arrêté royal du 3 octobre 1989 relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et de la marine et du service médical.

Ces notes sont affectées respectivement d'un coefficient d'importance 1, 4, 2 et 2.

§ 3. Toutefois, lorsqu'un candidat est autorisé à représenter une épreuve, seule la note obtenue à l'issue de la première épreuve entre en ligne de compte pour le classement de ce candidat.

Section 2. — Dispositions applicables aux candidats du recrutement spécial

Art. 11. § 1^{er}. Le classement définitif des candidats nommés au grade de sous-lieutenant ou à un grade équivalent est établi sur base des notes obtenues à l'instruction militaire de base, de celles obtenues aux cours et à l'épreuve sur la connaissance effective de la deuxième langue nationale et de celles obtenues aux cours et à l'épreuve professionnelle visés aux articles 18 et 19 ou à l'article 20 de l'arrêté royal du 3 octobre 1989 relatif au recrutement et à la formation de certains candidats officiers de carrière des forces terrestres, aériennes et de la marine et du service médical.

Ces notes sont affectées respectivement d'un coefficient d'importance 1, 2 et 2.

3^o in elk vak of in elke groep van vakken van de cursussen voortgezette opleiding of in de applicatieschool van de zeemacht een cijfer behalen van tenminste tien of twintig.

Voor de opleidingscyclus met het oog op de bijzondere werving is geslaagd de kandidaat die de voorwaarden vervult bedoeld in het eerste lid, 1^o en 3^o.

HOOFDSTUK III. — Inrichting van de studie en van de examens

Art. 6. Met het oog op het bepalen van het algemene eindcijfer wordt aan het eindcijfer over de studie en het eindcijfer voor militaire geschiktheid een betrekkelijke waarde van respectievelijk drie en één toegekend.

HOOFDSTUK IV. — Uitstelregeling

Art. 7. De aanvraag tot uitstel wordt via de hiërarchische weg gericht tot de chef van de generale staf. Zij wordt overhandigd aan de overheid die ten aanzien van de kandidaat de bevoegdheden van eenheidscommandant uitoefent.

Art. 8. § 1. De overheid die ten aanzien van de kandidaat de bevoegdheden van eenheidscommandant uitoefent alsook de functionele meerderen van deze overheid brengen een advies uit over de aanvraag tot uitstel.

§ 2. Het eerste advies alsmede elk advies dat afwijkt van het vorig advies moet met redenen omkleed zijn. De ongunstige adviezen worden betekend aan de kandidaat. Bij het eerste ongunstig advies alsook bij de volgende ongunstige adviezen, wanneer deze van een nieuw element melding maken, beschikt de kandidaat, vanaf de dag van de betekening, over vijf werkdagen om bijkomende argumenten aan te voeren.

De overheid die het advies uitgebracht heeft dat aangevochten wordt, kan haar advies wijzigen of aanvullen. In dat geval betekent deze overheid dit nieuwe advies aan de betrokkene zonder dat deze nog nieuwe argumenten kan aanvoeren.

Art. 9. De aanvraag om uitstel wegens gezondheidsredenen of zwangerschap moet vergezeld zijn van een geneeskundige verklaring, uitgaande van een militair of aangenomen geneesheer, waarin de echtheid van de aangevoerde gezondheidsredenen of van de zwangerschap bevestigd wordt.

HOOFDSTUK V. — Bevordering

Afdeling 1. — Bepalingen toepasselijk op de kandidaten van de normale of aanvullende werving

Art. 10. § 1. De voorlopige rangschikking van de kandidaten die aangesteld zijn tot de graad van onderluitenant of tot een gelijkwaardige graad wordt opgesteld op basis van de cijfers behaald voor de militaire basisopleiding, van de algemene cijfers van elk studiejaar voorafgaand aan de aanstelling en van de cijfers behaald voor de cursussen en voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal.

Deze cijfers verkrijgen respectievelijk een belangrijkheidscoëfficiënt 1, 4 en 2.

§ 2. De definitieve rangschikking van de kandidaten die benoemd zijn tot de graad van onderluitenant of tot een gelijkwaardige graad wordt opgesteld op basis van de cijfers behaald voor de militaire basisopleiding, van de algemene cijfers van elk studiejaar voorafgaand aan de benoeming, van de cijfers behaald voor de cursussen en voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal en van de cijfers behaald voor de cursussen en voor het vakexamen bedoeld in artikelen 12, eerste lid, 3^o en 14, tweede lid of in artikelen 15, eerste lid, 3^o en 16 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1989 betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Deze cijfers verkrijgen respectievelijk een belangrijkheidscoëfficiënt 1, 4, 2 en 2.

§ 3. Wanneer een kandidaat evenwel toestemming krijgt om een examengedeelte opnieuw af te leggen, komt alleen het cijfer behaald bij het eerste examengedeelte in aanmerking voor de rangschikking van die kandidaat.

Afdeling 2. — Bepalingen toepasselijk op de kandidaten van de bijzondere werving

Art. 11. § 1. De definitieve rangschikking van de kandidaten die benoemd zijn tot de graad van onderluitenant of tot een gelijkwaardige graad wordt opgesteld op basis van de cijfers behaald voor de militaire basisopleiding, van de cijfers behaald voor de cursussen en voor het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal en van de cijfers behaald voor de cursussen en voor het vakexamen bedoeld in artikelen 18 en 19 of in artikel 20 van het koninklijk besluit van 3 oktober 1989 betreffende de werving en de opleiding van bepaalde kandidaat-beroepsofficieren van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

Deze cijfers verkrijgen respectievelijk een belangrijkheidscoëfficiënt van 1, 2 en 2.

§ 2. Toutefois, lorsqu'un candidat est autorisé à représenter une épreuve, seule la note obtenue à l'issue de la première épreuve entre en ligne de compte pour le classement de ce candidat.

CHAPITRE VI. — Dispositions diverses

Art. 12. Les candidats sont commissionnés au grade de caporal ou à un grade équivalent au début de la première année d'études et au grade de sergent ou à un grade équivalent au début du deuxième semestre.

Ils sont commissionnés au grade d'adjudant ou à un grade équivalent au début de la deuxième année d'études.

Bruxelles, le 3 octobre 1989.

G. COËME

§ 2. Wanneer een kandidaat evenwel toestemming krijgt om een examengedeelte opnieuw af te leggen komt alleen het cijfer behaald bij het eerste examengedeelte in aanmerking voor de rangschikking van die kandidaat.

HOOFDSTUK VI. — Diverse bepalingen

Art. 12. De kandidaten worden aangesteld tot de graad van korporaal of tot een gelijkwaardige graad bij het begin van het eerste studiejaar en tot de graad van sergeant of tot een gelijkwaardige graad bij het begin van het tweede semester.

Zij worden aangesteld tot de graad van adjudant of tot een gelijkwaardige graad bij het begin van het tweede studiejaar.

Brussel, 3 oktober 1989.

G. COËME

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 89 — 1997

11 SEPTEMBRE 1989. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 23 mars 1989, conclue au sein de la Commission paritaire de la construction, relative à l'octroi d'un pécule de vacances à certains ouvriers pensionnés ou invalides (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la convention collective de travail du 10 décembre 1987, conclue au sein de la Commission paritaire de la construction, relative à l'octroi d'un pécule de vacances à certains ouvriers pensionnés ou invalides, rendue obligatoire par arrêté royal du 6 mai 1988, notamment l'article 17;

Vu la demande de la Commission paritaire de la construction;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 23 mars 1989, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire de la construction, relative à l'octroi d'un pécule de vacances à certains ouvriers pensionnés ou invalides.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 septembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 89 — 1997

11 SEPTEMBER 1989. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 23 maart 1989, gesloten in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan sommige gepensioneerde of invalide werklieden (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groot.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 1987, gesloten in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan sommige gepensioneerde of invalide werklieden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 6 mei 1988, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor het bouwbedrijf;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 23 maart 1989, gesloten in het Paritair Comité voor het bouwbedrijf, betreffende de toekenning van een vakantiegeld aan sommige gepensioneerde of invalide werklieden.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 september 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.
Arrêté royal du 6 mai 1988, *Moniteur belge* du 11 juin 1988.

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.
Koninklijk besluit van 6 mei 1988, *Belgisch Staatsblad* van 11 juni 1988.